

PENTAGONE MANAGERIAL DE RESOLUTION DES CONFLITS ARMES AU NORD-KIVU

Par

Julien PALUKU KAHONGYA

Apprenant en DES/DEA en Sciences Politiques et Administratives, Université de Kinshasa

RÉSUMÉ

Les périodes de crises multiformes marquent des moments de ruptures révélant avec acuité particulière les contradictions et le malaise existant au sein de toute société. Ce temps des profonds bouleversements en RDC, singulièrement au Nord-Kivu représente une période privilégiée d'analyse qui permet, entre autres, d'étudier la capacité organisationnelle des acteurs et leurs stratégies d'acclimatation au nouvel environnement sociopolitique.

De la sorte, nous avons analysé d'une part, les diverses pesanteurs qui fléchissent l'Autorité de l'Etat au Nord-Kivu. Ce qui a exigé une étude approfondie de l'activisme des groupes armés et de leurs différents modes privatisés de gouvernance en vogue dans cette province. De même, étant une de causes structurelles, la surmilitarisation de cette province et la circulation des armes légères ont été également prises en compte.

Au regard de ce qui précède, nous avons proposé deux solutions à cinq niveaux (pentagone managérial des conflits armés) : sur les plans politique, économique, diplomatique, sécuritaire et administratif.

Mots-clés : *Géopolitiques, pentagone, managérial, résolution, conflits armés, réfugiés*

ABSTRACT

Periods of multifaceted crises mark moments of rupture revealing with particular acuity the contradictions and malaise existing within any society. This time of profound upheaval in the DRC, particularly in North Kivu, represents a privileged period of analysis that allows, among other things, the study of the organizational capacity of actors and their strategies of acclimatization to the new socio-political environment.

In this way, we have analyzed the various constraints on the authority of the State in North Kivu. This required an in-depth study of the activism of armed groups and their various privatized modes of governance in vogue in this province. Similarly, the over-militarization of the province and the circulation of light weapons were also taken into account as structural causes.

In view of the above, we have proposed two solutions at five levels (managerial pentagon of armed conflicts): political, economic, diplomatic, security and administrative.

Keywords: *Geopolitics, pentagon, managerial, resolution, armed conflicts, refugees*

INTRODUCTION

Il n'est ignoré de personne que l'émergence tout azimut des îlots d'instabilité au Nord-Kivu n'est pas un fait du hasard. Elle est étroitement liée au contexte de non-Etat et aux convoitises des ressources stratégiques que recèle cette province. L'activisme de seigneurs de guerres serait lié aux gains géopolitiques et géoéconomiques que représentent le contrôle de certaines localités de cette province, leur accès aux carrés-miniers, leur mainmise sur les ressources stratégiques et la chaîne de leur évacuation mafieuse sur le marché international.

Les groupes armés s'enracinent dans un contexte spécifique, se nourrissent des influences locales et externes qui conditionnent leur mutation. Leur ancrage local, bien qu'encore moins bien perçu, serait, dans une moindre mesure, lié à l'anthropologie culturelle et politique des peuples de la région.

Pour ce faire, l'émergence des îlots d'instabilité caractérisés par l'usage de la violence paraît comme une réaction à la crise de la puissance publique congolaise. Ils se présentent comme des dynamiques supplétives à l'ordre néopatrimonial existant. Ce qui mène à investiguer sur la position géostratégique qu'occupe cette province au cœur des guerres de leadership que se livrent les Etats de la sous-région, par la partie Est de la RDC interposée. Tous misent sur les mouvements rebelles, les groupes armés ainsi que sur les réseaux criminels.

De cette manière, la manipulation de la violence a permis aux chefs de bandes d'exercer un contrôle relativement continu sur de larges portions de la province, de dépouiller les chefs traditionnels de leurs pouvoirs, de monnayer et vilipender la justice, de percevoir des taxes et de réguler en leur guise le secteur économique-financier, etc. Pareil contrôle leur donne accès, non seulement, aux populations mais aussi aux ressources qui s'y trouvent et aux biens produits.

Au regard de ce qui précède, cette réflexion est axée sur les points saillants ci-après :

- le déminage des concepts ;
- le Nord-Kivu : épiceutre des dynamiques armées ;
- le pentagone managérial de résolution des conflits armés.

I. LE DÉMINAGE DES CONCEPTS

I.1. Conflits armés

I.1.1 Difficultés de syntagme

Les difficultés de cerner le syntagme « conflits armés » sont réelles. Elles relèvent, d'une part, de la relation aporétique entre guerre et paix¹, impliquant de définir l'une par la négation de l'autre, la paix étant alors la rivale de la guerre et celle-ci, la rupture de celle-là; ou de poser la précédente comme condition d'émergence de la suivante sous l'égide de la stratégie préventive romaine du « si vis pacem, para bellum ». D'autre part, elles perdurent du fait qu'aussitôt libéré des apories ci-dessus, l'esprit se mure dans un pléonasm empruntant aux alliés des droits de l'homme, la confusion entre « état victimaire et efficacité »².

Pourtant, l'exercice ne cesse de fasciner bon nombre de chercheurs, à l'instar de Pascal BONIFACE³. Mais, les résultats qu'il présente perturbent autant la compréhension et la distinction des cas qu'ils retardent la saisie panoramique d'un fait global qu'est la conflictualité. C'est pourquoi, en plus du syntagme et des critères de classement, il faut revisiter la diversité des acteurs et des modes opérationnels.

En fait, appréhendé en fonction de l'intensité de cruauté, le conflit s'accroche aux abscisses maximales, au niveau desquelles les spécialistes tracent la frontière entre le seuil le plus atroce (la guerre) et le moins cruel (la crise)⁴. Il constitue le paroxysme des tensions qui, finalement, cèdent au langage des armes. Selon le dictionnaire de l'Espace Politique⁵, du latin *confligere* (heurter) et *conflictus* (choc), le conflit exprime une opposition, un antagonisme entre, au moins, deux acteurs mais le conflit est plus qu'un désaccord, il implique l'affrontement. En géographie politique et en géopolitique, ce terme tend souvent à remplacer le mot guerre dont il constitue une forme euphémique. Ce glissement sémantique exprime aussi le large éventail des formes d'affrontements.

¹ Lire G. BOUTHOU & R. CARRERE., *Le défi de la guerre (1770-1974) : deux siècles de guerres et de révolutions*, Paris, PUF, 1976.

² Lire S. KABA et A. BERNARD pour une énumération des cas de violation des droits humains: in Les ONG de défense des droits de l'homme dans les Etats fragiles : victimes et actrices, dans Jean-Marie Chataignier et Hervé Magro, *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Paris, Karthala, 2007, p.388.

³ P. BONIFACE., *Les guerres de demain*, Paris, Le Seuil, 2001, cité par C.P. DAVID, *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 2006, p. 135. La même nomenclature est reprise dans l'article *Guerres et conflits* du Dictionnaire des sciences humaines sous la direction de Sylvie Mesure et Patrick Savidan, p. 521.

⁴ C.P. DAVID., *op. cit.*, p.133.

⁵ S. ROSIERE (Sd.), *Dictionnaire de l'Espace Politique. Géographie et géopolitique*, Paris, Armand Colin, 2008, p.56.

Toutes les guerres sont des conflits, tous les conflits ne sont pas des guerres. Ainsi, d'usage dans ce travail, le remplacement fréquent du mot guerre par conflit exprime l'éventail de formes d'affrontements ou de conflits armés.

1.1.2. Choix du syntagme conflits armés

L'opulence dénomminative des hostilités est de nature à exposer la perception à une impasse. Appliqué à la thématique sous examen, à savoir les conflits armés dans la partie orientale de la RDC, l'exercice s'avère plus ardu. Des réels ennuis déroutent l'effort de définition consenti, à titre d'exemple, par Jean-Claude WILLAME⁶. Selon ce spécialiste belge de questions politiques à l'Est de la RDC, les mots usuels ne sont guère appropriés pour qualifier la situation congolaise. Il estime ainsi que parler de « crise » est trop réducteur car une crise est une perturbation violente par rapport à une situation préalablement stable et qui renvoie à un moment historique. Cette définition ne s'applique décidément pas à un pays en instabilité depuis plusieurs décennies et où le désastre se compte en millions de victimes.

Parler de « guerre » dans le sens habituel du terme est tout aussi « court » puisque la conflictualité dans cette partie de l'Afrique, loin de se réduire à un affrontement entre un ou des pays agresseurs et un ou des pays agressés, met en scène une constellation de groupes armés qui, à défaut de réussir à s'insérer dans une société de pauvres, ont fait du fusil l'outil premier soit de leur promotion sociale et économique, soit de leur autodéfense. Parler de « conflit » est trop édulcoré puisque le conflit est un différend profond et grave pouvant mener à la guerre.

Au regard du nombre des victimes, en RDC, on est bien au-delà du différend. Lorsque les Congolais parlent de leur situation, ils se réfèrent à la guerre. Il est question de la première guerre, celle de 1996 qui aboutit à la prise du pouvoir par les armes de Laurent Désiré KABILA, puis de la deuxième guerre, celle de 1998 qui est menée essentiellement par deux voisins, l'Ouganda et le Rwanda, contre la RDC. Les quotidiens congolais parlent souvent d'une troisième guerre qui mettrait aux prises le Congo et le Rwanda.

A la suite de Gaston BOUTHOU, créateur de la polémologie, la guerre est une « lutte armée et sanglante entre groupes organisés ».⁷ De son côté, CLAUSEWITZ, que l'on peut considérer comme le père de toutes les doctrines stratégiques du début du XXe siècle à l'âge nucléaire, définit la guerre comme un « acte de violence destiné à imposer notre volonté » et « un drame sanglant et passionné tandis qu'un conflit est « un état de tension résultant de

⁶ J.C. WILLAME., *Les "faisers de paix" au Congo. Gestion d'une crise internationale dans un Etat sous tutelle*, Bruxelles, Editions Complexe-Coédition GRIP, 2007, pp. 5-6.

⁷ G. BOUTHOU., *Le phénomène guerre*, Paris, Payot, 1962, p.42.

l'antagonisme entre deux individus ou deux collectivités ». ⁸ Il implique, selon Charles-Philippe DAVID, une situation dans laquelle un Etat, une ethnie, un clan s'engage dans une opposition résolue contre l'un de ceux-ci, les objectifs recherchés étant, à l'instar de la guerre, incompatibles⁹. Il en découle que ce qui caractérise la guerre, c'est l'assertion de lutte armée violente par laquelle un groupe humain organisé cherche à contraindre un adversaire à exécuter sa volonté; peu importe que le groupes en question soit une entité politique souveraine ou, au contraire, une unité combattante infra-étatique, écrit Antoine-Denis N'DIMINA-MOUGALA¹⁰. Raison pour laquelle, d'ailleurs, le concept de guerre est progressivement abandonné dans la littérature spécialisée au profit de celui de « conflit armé majeur », défini par deux critères : l'affrontement prolongé entre les forces militaires de deux ou plusieurs gouvernements, entre une armée régulière et, au moins, un autre groupe armé. Par ailleurs, le concept conflit ne préjugant pas la nature étatique ou non des acteurs, permet, estime D. BATTITESTALLA¹¹, de mieux rendre compte de l'hétérogénéité croissante des luttes armées.

L'usage légitime du concept conflits armés implique des effets socio-juridiques inhérents à toute participation aux situations d'exception. Elle permet d'indexer lucidement les séquences d'une syntagmatique armée et de les catégoriser d'après leurs protagonistes et leurs modes opératoires. Sur d'autres registres, les conflits armés sont perçus à la lumière de l'importance des finances, des troupes et surtout des victimes qui changent d'un cas à l'autre, voire d'une source à une autre pour un même cas. Il est à noter que les critères retenus par certains théoriciens de la guerre s'ajustent au conflit saisi en termes d'affrontements à grande échelle organisés et sanglants entre groupes politiques¹².

Quant à nous, nous avons opté pour l'usage du terme « conflit armé » dans cette réflexion. Cette option est dictée, tout d'abord, par le fait que le « conflit armé » implique à la fois une situation d'hostilités ouvertes et violentes, avec usage d'armes en feu, entre les gens et les groupes de personnes. De même, ce terme englobe effectivement les affrontements armés mettant en scène non seulement les mouvements insurrectionnels contre un gouvernement

⁸ F. GERE (dir.), *Dictionnaire de la pensée stratégique*, Paris, Larousse-Bordas, 2000, p.55.

⁹ C.P. DAVID., *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 200, p.133.

¹⁰ A.D. N'DIMINA-MOUGALA, « Les conflits africains au XXe siècle. Essai de typologie », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Paris, PUF, 2007, p.122.

¹¹ D. BATTITESTALLA., « Guerres et conflits dans l'après-guerre froide », in *Problèmes politiques et sociaux*, n°799-800, 1998, pp.3-120.

¹² G. BOUTHOU., *Glossaire polémologique des termes de violence*, Paris, Institut français de polémologie, 1975, tel que cité par T. DE MONTBRIAL et J. KLEIN (Sd.), *Dictionnaire de stratégies*, Paris, PUF, 2006, pp.276-283.

légalement reconnu mais également la sous-traitance de ces rébellions par des armées d'agression. Cette sous-traitance d'entités arc-en-ciel dont les atrocités torturent la majorité des Etats fragiles constitue un indice de relancer le débat.

1.1.3. Typologie des conflits armés

Les conflits peuvent être rangés en fonction de leur intensité (conflit de base et de haute intensité)¹³. Stéphane ROSIERE en donne une typologie en termes de « guerres conventionnelles » qui sont de haute intensité et des « conflits non conventionnels » qui sont, en général, de basse intensité.¹⁴ Toutes ces deux catégories coexistent dans notre cas d'étude. Ils sont compris comme suit :

- Guerres non conventionnelles :

Il s'agit à ce point de toute une gamme des conflits qui se distinguent de la vision classique de la guerre et qui se sont développés sous forme de résistance à la traite de noirs et à l'occupation coloniale, ont pris forme de guerres de « décolonisation » ou de « libération » auxquelles viennent s'ajouter les guérillas et les guerres civiles ;

- Guerres conventionnelles :

A ce stade, nous nous inspirons de l'orientation définitionnelle de la guerre selon F. RATZEL tout en la mariant avec celle de Clausewitz. La guerre classique met en opposition des Etats, sujets traditionnels du droit international, par l'entremise de leurs armées respectives, elle dispose d'un code, des conventions, etc.

I.2. Management des conflits

1.2.1. Essai définitionnel

Après avoir pris connaissance de plusieurs définitions du management, Godé ATSHWEL-OKEL MUNTUNGI¹⁵ a retenu que le management est un art, une science et une philosophie axée sur la rationalité, l'efficacité, l'efficience, l'effectivité, la performance et la pertinence.

Pour lui, la pratique du management relève de la trilogie « OSR » qui veut dire Objectifs - Stratégies - Résultats. Toute activité managériale procède d'abord par la fixation des objectifs. Ensuite, il faut mettre sur pied des stratégies pour atteindre des résultats. En management, ce qui compte, ce sont des résultats qui expriment la réalisation des objectifs.

¹³ A. D. N'DIMINA-MOUGALA, *op. cit.*, pp.122-129, épingle une typologie des conflits identifiables en Afrique au vingtième siècle.

¹⁴ S. ROSIERE., *Géographie politique et Géopolitique. Une grammaire de l'espace politique*, Ellipses, Paris, 2003, p. 283.

¹⁵ G. ATSHWEL-OKEL MUNTUNGI, *Management : les notions préliminaires*, Kinhasa, éd. CAPM, 2021, p.109.

1.2.2. Management des conflits en question

Pour G. ATSHWEL-OKEL MUNTUNGI, le management des conflits procède par la fixation des objectifs, la mise en place des stratégies de résolution des conflits et la réalisation des résultats c'est-à-dire la résolution effective du conflit ; les cas de la paix durable, de la restitution des biens volés, le pardon mutuel,...

Le management des conflits¹⁶ peut aussi être compris dans ce sens qu'être manager, c'est être dans une position charnière qui vous expose plus qu'un autre à des conflits directs. Il faut des façons de s'en sortir, c'est le management des conflits, focalisé sur la gestion rationnelle, efficace, efficiente des conflits au sein de l'organisation. Ce type de management procure des stratégies pour rasséréner les tensions, les frictions et les oppositions car l'organisation n'est pas un long fleuve tranquille. Les conflits entre personnes morales ou physiques font partie de la réalité professionnelle. Au manager de jouer le pompier.

II. NORD-KIVU : EPICENTRE DES DYNAMIQUES ARMEES

II.1. Naissance et ancrage des groupes armés

Les mécanismes locaux d'autodéfense armée plongent leurs racines dans l'histoire d'invasions guerrières que connaît cette contrée. Comme le note C. COQUERY-VIDROVITCH, « le rejet de tout pouvoir englobant a été et demeure une constante des sociétés paysannes, dans toutes les sociétés et à travers tous les temps »¹⁷. Ce dont ne sont pas exemptées les communautés du Nord-Kivu. Elles ont une histoire de résistances populaires musclées mêlées aux techniques passives d'esquives et de ruses. Les résistances ne s'y traduisent pas seulement par des révoltes ouvertes mais aussi par des comportements pondérés d'accommodation. Leurs causes sont moins encore étudiées.

Force nous soit de nous y pencher tout en analysant leur capacité à se maintenir dans le temps et les divers paramètres de leurs interventions en termes d'organisation interne, de stratégies de mobilisation sociale et de l'impact environnemental. En fait, quelles sont les conjonctures favorables à la mobilisation collective en vue de consolider les capacités d'un groupe armé, à même de garantir la sécurité du terroir et susceptible de se maintenir malgré les aléas du parcours et les exigences environnementales? D'entrée de jeu, force nous soit de nous appesantir, à présent, sur quelques forces traditionnelles de résistance, sur les cendres desquelles se greffent bon nombre des groupes armés dès la décennie 1990. Cette évidence est décrite ci-dessous :

¹⁶ G. ATSHWEL-OKEL MUNTUNGI., *op. cit.*, p.109.

¹⁷ C. COQUERY-VIDROVITCH., *Afrique noire. Permanences et ruptures*, Paris, 2^e éd., L'Harmattan, 1985, pp.211- 214.

II.1.1. Résistances communautaires traditionnelles

A la suite de N. ABEMBA FATUMA ASHYNA¹⁸, il faut reconnaître que le phénomène de « groupes armés » n'est pas une création spontanée. Il en est de même des résistances « patriotiques » MAÏ-MAÏ à qui la RDC doit, depuis 1998, sa survie en tant que nation. Il est à observer que ce phénomène est forgé par les communautés autochtones du Kivu au fil de temps, toutes les fois qu'elles sont confrontées aux menaces de guerres extérieures en vue de mettre à l'abri l'ensemble des concitoyens de cet espace.

Nous mentionnons, à titre illustratif, les résistances traditionnelles des « hommes-Léopards » (phénomène jadis très vivace dans l'aire BENI-LUBERO); les révoltes dites BATETELA entre 1892-1900; le Watch Tower; le « CARTEL MAÏ » de 1961, le phénomène « SIMBA MULELE MAÏ » de 1963-1964 et les milices MAÏ-MAÏ des années 1990-2022. La succession de tous ces phénomènes armés ont laissé des empreintes indélébilement néfastes, surtout sur le plan sécuritaire, dans toute la partie orientale de la RDC, et avec plus d'acuité, en province du NORD-KIVU, cible de nos investigations...

II.1.2. Milice des « BIHOKOHOKO » ou « hommes-Léopards »

Du vrai nom « YIRA », la communauté NANDE doit cette nouvelle appellation aux arabisés. « NANDE » ou « WANANDE » dérive du verbe swahili « KUENDA, WANAENDA ». Ce qui veut dire « s'en aller, ils s'en vont, ils désertent leurs villages ». En fait, face à l'ennemi, ce peuple optait pour la fuite, le prototype de la politique de « la chaise vide ». Mais qu'on ne s'y trompe pas, le sobriquet « NANDE » est devenu le nom d'un peuple en réalité très hétérogène. Et cette politique de désertion de villages n'est pas synonyme d'incapacité à faire face à l'ennemi. Bien au contraire, il s'agit d'une forme particulière de résistance communautaire observée lors des razzias des arabisés ainsi que lors de l'occupation coloniale, des guerres d'agression de 1996-2003 et de tous les autres soubresauts belliqueux qui s'ensuivirent. Cette période voit naître dans les entourages immédiats de certains chefs coutumiers une milice dénommée localement « BIHOKOHOKO » que le colonisateur appellera « hommes léopards »¹⁹ suite à la parure des jeunes combattants...

II.1.3. Résistances pacifiques

Dans la contrée susmentionnée, la résistance n'a uniquement pas été armée. L'on note, bon nombre des mécanismes pacifiques d'esquives ou de déroutement de l'envahisseur : déguerpissement des villages, présentation des faux chefs, actes d'incivisme, etc. Encore qu'en réalité, il n'y a jamais eu de soumission totale de la part des peuples indigènes de cette partie congolaise.

¹⁸ N. ABEMBA FATUMA ASHYNA., *Op.cit.*, p. 231.

¹⁹ Lire à ce sujet, R. KASEREKA MWANAWAVENE., *Op.cit.*, pp.151-161.

La résistance locale allait de la politique du vide aux rites magico-religieux et, de là, à la résurgence des « hommes léopards », fer de lance contre la traite des noirs et l'emprise du colonisateur comme en témoigne le massacre au pied du Mont Ruwenzori, en 1902, de l'expédition belge où périrent un blanc, vingt soldats, cent pistoniers (indigènes armés de fusils à piston) et quarante-huit porteurs...

Il en ressort que la préexistence et la survivance de certains maquis armés traditionnels dans cette province ont balisé le terrain à l'avènement des groupes armés modernes, aux prises desquelles ces derniers se sont aisément intégrés dans le milieu, avec une adhésion massive, particulièrement, des jeunes désœuvrés. C'est également sur ces cales de tensions que se greffent encore les réseaux criminels et prédateurs.

II.1.4. Groupes armés : entre patriotisme et criminalité économique

Il préexiste dans la province du Nord-Kivu une culture d'insoumission pacifique couplée à celle armée. L'ancrage de cette résistance traditionnelle est de loin antérieur à la période léopoldienne. Il en est de même de la voracité des pratiques contrebandières transfrontalières. En fait, du point de vue géopolitique, le Mont RUWENZORI et ce qui est devenu, sous le Congo-Belge, le Parc National de VIRUNGA, sont des sites dont l'accès n'est pas aisé pour tout non-initié.

C'est donc des gîtes appropriés aux insoumis sociaux qui s'y livrent aux tactiques de la guérilla. La maîtrise de ce relief montagneux et forestier constitue un atout stratégique majeur permettant aux maquisards d'être à l'abri des attaques ennemies. Ainsi, le contrôle de certains sites est un enjeu géopolitique de grande portée²⁰. Ce qui est au cœur des stratégies des groupes armés qui écument la région.

II.1.5. Groupes armés « MAÏ-MAÏ » au Kivu

Eu égard à la déliquescence de l'Etat congolais et des menaces de guerres dues à la présence massive d'immigrés corrosifs et érosifs provenant surtout du Rwanda, les groupes armés d'autodéfense « MAÏ-MAÏ » s'organisèrent dans les campagnes en vue de garantir la sécurité de leurs communautés ethniques respectives.

II.1.6. Groupes armés et mainmise sur la chaîne d'approvisionnement des ressources stratégiques rares

Dans la décennie 1990, les groupes armés locaux étaient, localement, perçus comme des boucliers communautaires face aux agresseurs rwandais et ougandais. Ce qui explique l'engouement, l'adhésion massive surtout dans le

²⁰ A. CHAUPRADE., *Introduction à l'analyse géopolitique*, Paris, Ellipses, 1999.

milieu des jeunes désœuvrés et le soutien populaire à leur idéologie nationaliste lumumbiste. Avec l'usure du temps et, stratégie des agresseurs de voiler leurs entreprises criminelles obligeant, la prolifération récente des groupes armés se justifierait plus par les rivalités dans les carrés miniers en vue de l'exploitation et du trafic illicites de minerais et d'autres ressources stratégiques rares par le truchement des réseaux criminels transnationaux, particulièrement, via le Rwanda et l'Ouganda.

II.2. Compétition foncière, poussées identitaires et militarisation au Nord-Kivu

II.2.1. Origine des conflits fonciers

Il est clair que les enjeux de la création et de la propension des groupes armés au Nord-Kivu sont multiples et complexes. Néanmoins, les questions foncières et de la nationalité des immigrants Rwandophones en constitueraient les principaux facteurs déterminants. A en croire N. ABEMBA FATUMA²¹, deux grandes explications peuvent aider à se faire une certaine idée sur l'origine des conflits fonciers au Kivu: les diverses et successives migrations rwandaises au Kivu, organisées et non organisées, clandestines et officielles. Celles-ci ont jeté les bases de confrontations intercommunautaires autour du foncier. La seconde épine dorsale en est la démographie galopante au sein des populations du Kivu qui induit la rareté des terres arables. Les populations s'accumulant presque toujours dans les mêmes aires, cela augurait une âpre compétition dont la possession de la terre devenait l'enjeu majeur. A cela s'ajoute la hantise des populations du Rwanda à rechercher au Kivu, au-delà de leur mère-patrie, un espace de vie, devant servir de déversoir de son trop plein démographique.

En un mot, la surmilitarisation du Nord-Kivu a comme corolaire la montée en flèche de la criminalité armée, le développement du banditisme de tout genre, bref, l'insécurité généralisée dans la campagne et sur des axes pourvoyeurs de ressources financières ainsi que dans certains quartiers urbains. Phénomène des groupes armés qui fait que les localités rurales et des quartiers urbains entiers vibrent au rythme de l'anarchie relative à l'insécurité croissante.

II.2.2. Enjeux de la militarisation excessive au Nord-Kivu

La question de nationalité ayant trouvé, tant soit pas une unanimité, partant de l'Accord Global et Inclusif issu du dialogue inter-congolais de Sun-City de 2002, il se fait que la compétition foncière, voilant l'économie de la guerre, demeure encore au cœur des mécanismes d'accès à la terre et de son contrôle entre les divers blocs communautaires. Les tiraillements meurtriers qui

²¹ N. ABEMBA FATUMA., *Op. cit*, p.158.

s'ensuivent alimentent la « surmilitarisation » de cette province. Nul doute, la mainmise sur cette région constitue un atout stratégique majeur en termes de puissance dans le chef des forces occupantes.

III. PENTAGONE MANAGERIAL DE RESOLUTION DES CONFLITS ARMES

Depuis quasiment 30 ans, la province du Nord-Kivu vit dans une insécurité quasi-endémique. Selon divers contextes, à la fois conjoncturels et/ou structurels, l'insécurité dans cette entité territoriale, a pris plusieurs formes.

Les récentes études font état de l'existence de plus de 150 groupes armés au Nord-Kivu. Aucun des six territoires de la province n'est épargné. Les trois grandes villes notamment GOMA, BENI et BUTEMBO subissent également les conséquences de l'insécurité en milieu rural et péri-urbain.

III.1. Source des conflits armés

Rappelons sans crainte d'être contredit que les sources de ces conflits se situent à cinq niveaux :

III.1.1. Sur le plan politique

Au lendemain de la libération de l'espace politique en 1990, beaucoup d'acteurs politiques avaient créé des mouvements sur base ethnique avec comme corollaire un certain repli identitaire dans le chef des militants et sympathisants. Du jour au lendemain, un concept nouveau vit le jour : « la géopolitique » ; chacun l'interprétant au gré de ses intérêts. Mais, pour l'homme de la rue et certains intellectuels mal avisés, il s'agissait de la chasse à tout « non originaire ».

Les conséquences de cette initiative hasardeuse sont connues : début de guerre interethnique dans le MASISI, naissance de milices dans la partie Sud de LUBERO et dans une partie de RUTSHURU.

III.1.2. Sur le plan économique

Les premiers pas vers la démocratie en 1991, vont engendrer une instabilité politique grave allant jusqu'à démolir le tissu socio-économique.

Les pillages des grandes villes comme GOMA, BUTEMBO et BENI vont créer une crise économique sans précédent. Les grandes unités agro-industrielles fermèrent leurs activités jetant sur le carreau plusieurs ouvriers (SOZADÉX, CAPACO, BUTUHE, MWESO, SOMIKIVU, Domaine de KATALE, etc.).

La localisation géographique de certains groupes armés locaux montre que le chômage est une des variables explicatives du niveau de vulnérabilité dans les endroits sous leur contrôle. Par exemple, à MWESO et à BUTUHE

respectivement dans le MASISI et au Nord-Ouest de la ville de BUTEMBO, jadis lieux de culture agro-industrielle du thé mais aujourd'hui en ruine, on trouve les groupes NYATURA et MAI-MAI.

Dans les zones périphériques de l'ancienne mine de la SOMIKIVU qui employait, en son temps, plus de 800 personnes, pillulent aujourd'hui plusieurs milices notamment à TONGO, KIBIRIZI, NYANZALE, etc.

III.1.3. Sur le plan historique

Certaines idées reçues, relevant parfois d'une certaine théorie complotiste, font état de l'existence d'un projet maléfique et expansionniste des envahisseurs rwandophones sur le territoire occupé par les autres tribus de la province. Malheureusement, le cours des événements n'a fait que consolider ce sentiment dans le chef des autochtones.

L'afflux massif des réfugiés rwandais en 1994 et les rébellions pilotées par l'actuel régime en place au Rwanda ont créé un sentiment de méfiance avec comme conséquence l'avènement des groupes d'autodéfense.

III.1.4. Proximité des Etats post-conflits

Le Rwanda et l'Ouganda ont vécu de graves conflits sanglants, il y a plus ou moins 30 ans. Certains groupes résiduels de ces conflits, une fois défaits, ont trouvé refuge au Congo-Zaïre. C'est le cas des ADF Nalu et des FDLR. Confronté à plusieurs problèmes internes, l'Etat congolais n'est pas assez outillé pour anéantir tous ces groupes étrangers qui profitent de vastes espaces de non droit où l'Administration a quasiment disparu. Contre leur volonté, les populations vivant sous la menace de ces groupes étrangers n'ont d'autre choix que de se soumettre à leur « loi » (conversion obligatoire à l'Islam ou paiement obligatoire de jeton pour leur survie).

III.1.5. Exploitation illicite des ressources

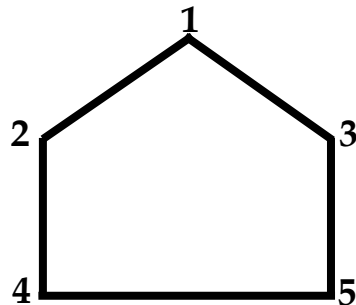
Les abords des zones de pêche notamment sur le lac Edouard en territoires de Beni, LUBERO et RUTSHURU des groupes MAI-MAI ont instauré des taxes aux détenteurs de pirogues de pêches. Ces inciviques perçoivent mensuellement environ 100 mille dollars américains.

III.2. Pentagone managérial en question

Actuellement en management, les discours scientifique, les théories managériales ou scientifiques passent par ce qu'on appelle langage graphique ou modélisation.

En management, la construction d'un graphique, expression de modèle / de modélisation, recourt aux figures géométriques planes par l'inspiration de la nature. Pour les cas d'espèce, le modèle de management des conflits armés que

nous présentons est une figure géométrique, le pentagone que nous présentons comme suit :



Légende

- 1 = plan politique
- 2 = plan économique
- 3 = plan diplomatique
- 4 = plan sécuritaire
- 5 = plan administratif

III.2.1. Sur le plan politique (1)

Nous proposons ce qui suit :

- responsabiliser les acteurs politiques auteurs de discours d'appel à la haine pendant leur meeting ;
- sensibiliser la jeunesse sur les risques encourus du fait d'appartenance à un mouvement insurrectionnel ;
- restreindre les activités politiques dans les zones opérationnelles ;
- faire de la lutte antiterroriste, une cause nationale toute tendance politique entendue.

III.2.2. Sur le plan économique (2)

Nous estimons qu'il faut :

- accompagner par des mesures incitatives tout investissement en zone post ou en plein conflit ;
- relancer les structures de production en arrêt et susceptibles d'embaucher des jeunes en conflit avec la loi ;
- garantir les investissements en zone à haut risque sécuritaire.

III.2.3. Sur le plan diplomatique (3)

Nous pensons ce qui suit :

- rassurer les pays voisins inquiets de la présence des forces hostiles dans leurs zones frontalières ;

- initier des centres d'intérêts communs avec les Etats voisins ;
- aborder de façon objective la question des réfugiés présents de part et d'autre ;
- amener le Rwanda à reconsidérer la mise en application de la clause de cessation du statut de réfugiés pour les 200 mille réfugiés rwandais encore présents sur le sol congolais notamment au Nord-Kivu.

III.2.4. Sur le plan sécuritaire (4)

Nous suggérons ce qui suit :

- mettre en œuvre la nouvelle loi de programmation militaire afin de doter les FARDC des moyens humains et matériels afin de mener pleinement sa mission régaliennne et dissuasive ;
- renforcer la discipline militaire pour consolider le mariage civilo-militaire ;
- capacité des services de renseignement par des formations en adéquation avec les nouvelles formes de menace ;
- instauration de primes de brousse pour les agents de police déployés en campagne ou zones à risque.

III.2.5. sur le plan administratif (5)

Nous objectons les stratégies ci-après :

- renforcer le pouvoir des administrateurs de territoire par des moyens financiers et matériels devant faciliter l'itinérance ;
- recruter suffisamment de magistrats pour une justice efficace.

En outre, pour que la RDC soit à l'abri de toute velléité de guerres à répétition et restaurer son autorité et la paix durable pour sa population du Nord-Kivu, il lui faut :

- construire une grande base militaire à l'Est du pays d'une capacité de formation de 10.000 hommes par vague dans le territoire ;
- recruter sur l'ensemble du territoire national 50.000 jeunes de 18 à 25 ans pour renouveler les effectifs de l'armée nationale dont la moyenne d'âge est au-dessus de 45 ans actuellement. Une bonne moitié devra être déployée à l'Etat ;
- recruter pour le besoin du Nord-Kivu 500 magistrats en vue d'élever le ratio par habitant vu les problèmes multiples dans cette provinces ;
- à l'instar de l'état de siège, décréter un « Etat d'urgence pour la reconstruction et le développement local ». Ceci permettrait d'allouer aux entités territoriales des moyens extra budgétaires pour affronter les problèmes de sécurité publique, de reconstruction et de développement local sans que cela ne passe par des mécanismes compliqués de vote des budgets par des organes délibérants.

CONCLUSION

Il ressort de cette réflexion que l'Etat congolais ne s'est donc pas totalement effondré. De même, il ne s'affirme véritablement pas sur toute l'étendue de la province du Nord-Kivu. Les acteurs informels, les îlots d'instabilité, les véritables pôles de violence armée et d'insécurité, trouvent leurs assises notamment dans la « désinstitutionnalisation » de l'Etat congolais partant de l'abandon de principes qui assurent sa légitimité et son bon fonctionnement.

Devenant incontournables dans la gestion des affaires publiques, particulièrement, dans les localités sous leur contrôle, ces acteurs souterrains, y incarnent les institutions étatiques, régulent la vie socio-économique, rendent la justice, s'adonnent parfois à des travaux d'intérêt collectifs, etc. Bref, ils s'emparent de l'espace public en quête d'une certaine notoriété et surtout, y asseoir leur impérium en vue d'y préserver leurs intérêts, grâce à la rente financière et à l'exploitation des ressources que regorgent ces aires. Cela paraît comme un scandale de voir des particuliers s'accaparer des attributs régaliens et providentiels de l'Etat.

Nonobstant la carence des conditions nécessaires à son fonctionnement, les brides de l'Etat congolais se maintiennent de manière tout à fait surprenante et paradoxale, y compris dans les îlots d'instabilité, dans ces aires sous contrôle des groupes armés. Ce qui plaide pour la Nécessité du Management des conflits au Nord-Kivu via le pentagone managérial de résolution des conflits armés.